Séance publique du 23 janvier 2006

Délibération n° 2006-3158

commission principale : déplacements et urbanisme

commune (s) : Neuville sur Saône

objet : **Lycée du val de Saône - Résultat de l'enquête publique avant travaux - Déclaration de projet et poursuite du projet d'aménagement des voiries et espaces publics**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction du développement territorial - Urbanisme territorial ouest

Le Conseil,

Vu le rapport du 4 janvier 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le projet de réalisation des voiries et des espaces publics du lycée du val de Saône a fait l'objet d'une enquête publique avant travaux en application du code de l'environnement (articles L 123-1 et suivants du code de l'environnement et décret n° 85-453 du 23 avril 1985).

Cette enquête publique s'est déroulée du lundi 5 septembre au samedi 1er octobre 2005, sous l'égide de monsieur le commissaire-enquêteur, désigné par le Tribunal administratif par ordonnance en date du 30 mars 2005.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes associées ont eu la possibilité de prendre connaissance du dossier d'enquête et de formuler leurs observations sur les registres d'enquête déposés avec le dossier en mairie de Neuville sur Saône et au siège de la communauté urbaine de Lyon.

Aucune remarque n'a été relevée sur le registre d'enquête déposé à la Communauté urbaine.

Seulement six observations ont été portées sur le registre d'enquête mis à disposition du public à la mairie de la commune de Neuville sur Saône. Les remarques qui concernent uniquement le projet d'aménagement des voiries et espaces publics du lycée portent principalement sur la circulation automobile et la sécurité des liaisons piétonnes sur le site.

L'article L 126-1 du code de l'environnement précise que lorsqu'un projet d'aménagement a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

La présente délibération, qui vaut déclaration de projet au sens de l'article L 126-1 du code de l'environnement, a pour objet :

- d'apporter les réponses à l'avis défavorable formulé dans les conclusions du rapport de monsieur le commissaire-enquêteur,
- de confirmer l'intérêt général de l'opération,
- de confirmer la volonté de la Communauté urbaine de réaliser cette opération.

Les communes du val de Saône ont souhaité l'implantation d'un lycée d'enseignement général sur la commune de Neuville sur Saône afin de rapprocher les lieux d'enseignement des Communes de domiciliation des élèves.

L'Académie de Lyon ainsi que la région Rhône-Alpes ont accepté l'idée de réalisation d'un lycée d'enseignement général, pour huit cents élèves environ, sur le site de la Blanchisserie à Neuville sur Saône.

La Communauté urbaine a mis à disposition de la région Rhône-Alpes les terrains nécessaires sur ledit site.

La Communauté urbaine a également mis en œuvre les études nécessaires afin de définir le programme d'aménagement des voiries adjacentes à l'équipement scolaire ainsi qu'au parvis de l'établissement.

Les objectifs poursuivis pour cette opération d'aménagement sont :

- d'améliorer l'entrée de ville dans la commune de Neuville sur Saône,
- de permettre la requalification urbaine du quartier de la Blanchisserie,
- d'ouvrir le lycée sur la ville,
- d'aménager un parvis central au droit du lycée,
- d'aménager les voiries de desserte du lycée (rue Pollet, rue de la Blanchisserie et rue de la Vosne),
- de créer une voie, en site propre, pour les transports en commun au droit du lycée,
- de créer un espace de stationnement de quatre-vingt-dix places au droit des équipements scolaires et sportifs.

Les motifs et les considérations qui justifient le caractère général de l'opération

Le projet d'aménagement des espaces publics et des voiries du lycée du val de Saône est d'intérêt général au sens où les réalisations projetées ont pour ambition de répondre aux exigences de desserte communale et intercommunale sur le bassin de vie, de favoriser la fluidité de la circulation sur le site de la Blanchisserie lors des flux spécifiques liés aux équipements scolaires et sportifs, tout en assurant le confort et la sécurité pour les cheminements des piétons, des personnes à mobilité réduite et des cycles sur le site.

L'avis de monsieur le commissaire-enquêteur

Dans son rapport, monsieur le commissaire-enquêteur émet un avis défavorable sur le projet d'aménagement en se fondant sur le manque de concertation du public ainsi que sur la qualité des études préalables au projet considérées comme insuffisantes ou incomplètes.

Les réponses du maître d'ouvrage aux remarques formulées par monsieur le commissaire-enquêteur sont les suivantes :

- la concertation du public sur le projet d'aménagement

Tout au long du parcours de vie du projet d'aménagement des voiries et des espaces publics, le public a été informé de la teneur des réflexions menées par le maître d'ouvrage, associé à la mairie de Neuville sur Saône, et a pu s'exprimer sur les objectifs et le projet d'aménagement.

Les habitants du bassin de vie ont eu l'occasion de prendre connaissance et de s'exprimer sur le projet d'aménagement à plusieurs reprises lors de la révision simplifiée du plan d'occupation des sols (POS) du secteur nord de la Communauté urbaine-implantation du lycée du val de Saône, dont l'enquête publique s'est déroulée du 17 novembre au 17 décembre 2003 inclus. Au vu des remarques du public et du rapport favorable de monsieur le commissaire-enquêteur, le conseil de Communauté a approuvé cette procédure par délibération en date du 19 janvier 2004.

La concertation préalable du public sur les objectifs du projet d'aménagement s'est déroulée du 1er au 30 septembre 2004. Le conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation préalable, par délibération en date du 17 janvier 2005. Aucune des remarques formulées lors de la concertation ne remettaient en cause les objectifs du projet d'aménagement des voiries et des espaces publics du lycée du val de Saône.

Lors de la présente procédure d'enquête publique avant travaux, le public concerné par le projet a pu s'exprimer sur le projet de réalisation des voiries et des espaces publics. Le dossier d'enquête publique a été déposé dans les mairies de Neuville sur Saône et Montanay pour information du public. Les habitants des Communes ont été avisés par les procédures légales d'information et d'affichages en vigueur. Les textes relatifs aux enquêtes publiques (articles L 123-1 et suivants du code de l'environnement et décret n° 85-453 du 23 avril 1985) ont été appliqués par la Communauté urbaine, maître d'ouvrage de la procédure d'enquête publique avant travaux.

Par ailleurs, de nombreuses journées municipales d'informations organisées par la commune de Neuville sur Saône depuis 2003 ont permis aux Neuvilleois, ainsi qu'à toutes personnes concernées par le projet, de prendre connaissance des objectifs de l'opération et du projet d'aménagement.

L'ensemble de ces procédures légales, associées à des initiatives locales, ont donné l'occasion aux habitants des Communes concernées de prendre connaissance des objectifs et de la teneur du projet d'aménagement des abords du lycée. C'est pourquoi les remarques sur le défaut de concertation formulées par monsieur le commissaire-enquêteur ne sont pas fondées et ne sont pas de nature à remettre en question le projet d'aménagement ;

- les études préalables conduites par le maître d'ouvrage

Le projet d'aménagement du lycée ainsi que de la desserte de cet établissement résulte de plusieurs études réalisées par le maître d'ouvrage :

. *le choix du site d'implantation* : une analyse de site réalisée par la Communauté urbaine, en août 2001, a montré que le site d'accueil de la Blanchisserie, compte tenu de l'état du foncier, de la topographie, de l'analyse des réseaux, de l'impact sur la circulation de la commune ainsi que l'insertion urbaine de l'équipement répondait au cahier des charges imposé par la région Rhône-Alpes, maître d'ouvrage de l'établissement et la Communauté urbaine. Cette étude a été complétée par une étude de définition de l'atelier AABD *implantation du lycée* (septembre 2001) qui a fixé conjointement les préconisations d'implantation de l'équipement ainsi que les liaisons nécessaires avec les espaces publics, les voiries, le stationnement et la desserte du quartier,

. *la circulation* : une étude confiée au cabinet Deloge (étude de l'impact du projet de lycée sur la circulation - juillet 2001) a permis de mesurer l'impact des scénarios définis par l'étude de définition de l'atelier AABD sur la circulation dans le quartier de la Blanchisserie. A l'issue de cette étude, les limites d'emprises dédiées à l'équipement et aux voiries ont été adaptées afin de garantir une fonctionnalité du site, maintenir une fluidité du trafic, apporter une desserte piétonnière de qualité et en sécurité et enfin assurer l'insertion urbaine du site,

. *l'insertion du site* : une étude de composition réalisée par l'atelier Cité projet création (lycée du val de Saône, aménagement du parvis-septembre 2003) a permis de donner des préconisations sur le traitement du parvis et le fonctionnement des accès et voiries au maître d'œuvre chargé de la conception du projet d'aménagement des espaces publics et des voiries du lycée,

. *la gestion de l'eau* : le traitement des eaux potables, usées, pluviales et de ruissellement a été étudié par le bureau d'étude de la direction de l'eau de la Communauté urbaine ainsi que le bureau d'étude en charge de la conception du projet. Une solution technique adaptée à chacune des problématiques a été analysée, calculée et préconisée par le maître d'ouvrage afin de garantir le bon fonctionnement de l'équipement ainsi que du quartier de la Blanchisserie dans le but de garantir la sécurité des biens et des personnes sur le bassin versant.

L'ensemble de ces études, conduites par le maître d'ouvrage, a permis de retenir un parti d'aménagement adapté aux contraintes du site et l'étude d'impact de la circulation induit par le futur équipement a permis de définir des voiries qui répondent aux exigences de desserte du site par les transports en commun et véhicules légers ainsi qu'aux impératifs de sécurité pour les liaisons piétonnières. C'est pourquoi les remarques formulées par monsieur le commissaire-enquêteur sur la qualité des études conduites par la Communauté urbaine ne sont pas fondées.

Les interrogations du public sur la circulation et la sécurité des liaisons piétonnières ont été prises en compte par le maître d'ouvrage dans le projet d'aménagement lors de l'étude de conception à la suite de la procédure de concertation sur les objectifs du projet.

Par conséquent, la Communauté urbaine maintient sa volonté de réaliser cette opération d'aménagement qui revêt un intérêt général dans le sens où les réalisations projetées ont pour ambition de répondre aux exigences de desserte communale et intercommunale dans le bassin de vie et de favoriser la fluidité de la circulation sur le site de la Blanchisserie ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

- 1° - **Décide** de ne pas tenir compte de l'avis de monsieur le commissaire-enquêteur.
- 2° - **Déclare** l'intérêt général de cette opération.
- 3° - **Affirme** la volonté de poursuivre la réalisation des voiries et espaces publics du lycée du val de Saône.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,